

# Le fait du jour

# Un monde plus chaud d

**CLIMAT** Selon les experts, cette barre pourrait être franchie dès 2030 si nous ne modifions pas en profondeur le fonctionnement de nos sociétés

DOSSIER RÉALISÉ PAR  
JEAN-DENIS RENARD  
jd.renard@sudouest.fr

La politique des petits pas, ça ne marche pas. Elle s'avère inopérante pour endiguer une montée des températures moyennes de 0,5 °C par rapport à maintenant, de 1,5 °C par rapport à l'ère pré-industrielle, l'époque de référence pour les climatologues. C'est l'un des principaux enseignements du rapport spécial du Giec, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, dévoilé, hier matin, en Corée du Sud.

Ce degré et demi supplémentaire est l'un des deux plafonds à ne pas franchir selon l'Accord de Paris, adopté en décembre 2015. Le document indique qu'il faut juguler le réchauffement du climat « bien en dessous » de 2 °C et poursuivre les efforts pour le limiter à 1,5 °C. Mais est-ce réalisable ? C'est un aspect de la question que les 195 États membres du Giec ont posée aux scientifiques.

La réponse est oui. « Parvenir à limiter le réchauffement à 1,5 °C est possible suivant les lois de la physique et de la chimie. Mais si nous n'agissons pas dans les prochaines décades, la tâche sera impossible. Le message est très clair. Nous avons fait notre travail, aux gouvernements de faire le leur », résume l'Écossais Jim Skea, l'un des principaux intervenants à la tribune du Giec, hier matin.

C'est effectivement limpide. À chaque rapport du Giec, l'urgence se fait plus urgente. À chaque rapport, l'apathie des gouvernements et la mollesse des opinions publiques font le lit de l'inaction. Conséquence, il faut se retrousser les manches et s'y mettre sérieusement dès demain matin. Tenir l'objectif de 1,5 °C implique de diminuer les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 45 % en 2030 (par rapport à leur niveau de 2010) et de parvenir à « zéro carbone » en 2050.

## 2030 dans le viseur

Sinon ? Sinon on sera très vite rendu à + 1,5 °C. Dans une fourchette comprise entre 2030 et 2052 estiment les climatologues. Un réchauffement substantiel de la planète n'est donc promis ni à nos enfants, ni à nos petits-enfants seuls. Les jeunes retraités d'aujourd'hui y auront droit à l'aune de notre glotonnerie contemporaine pour les biens de consommation, les déplacements et l'énergie.

Basée sur une revue de 6 000 études récentes, cette conclusion augure des bouleversements aussi majeurs que rapides. La montée des océans qui correspond à 0,5 °C de plus s'établit entre 26 et 77 centimètres d'ici la fin du siècle. Un hors-d'œuvre puisque

l'inertie de la masse d'eau va différer son augmentation de volume et de niveau pendant des siècles, voire des millénaires.

Ce n'est qu'une des facettes du problème, entre baisse des rendements agricoles, effondrement de la biodiversité, multiplication des vagues de chaleur, précipitations diluviennes etc. « Nous voyons déjà les conséquences d'un réchauffement de 1 °C », avertit le Chinois Panmao Zhai, qui co-préside (avec la Française Valérie Masson-Delmotte) le groupe de travail du Giec sur les bases physiques du réchauffement.

Tout aussi grave, foncer vers 1,5 °C sans se mettre debout sur les freins conduirait inexorablement l'humanité vers 2 °C. L'océan mondial grim-

perait alors de dix centimètres supplémentaires dans le cours du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais là, c'est carrément la stabilité des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique qui serait en jeu. Elles sont suffisamment massives pour faire monter l'eau de plusieurs dizaines de mètres à terme.

« Nous voyons déjà les conséquences d'un réchauffement de 1 °C »

## Les politiques interpellés

Inverser la tendance est « une question de volonté politique », selon l'océanographe allemand Hans-Otto Pörtner, le co-président du groupe de travail du Giec sur l'adaptation aux changements climatiques. Le scientifique se permet même une allusion transparente à la virulente polémique qui agite son pays à propos de l'extension d'une mine de charbon sur l'emplacement d'une forêt. « La société civile réclame des changements », constate-t-il sobrement.

Le credo du changement, Emmanuel Macron l'a repris à son compte, hier après-midi, sur le réseau social Twitter. « Nous avons toutes les cartes en main pour lutter contre le changement climatique. Mais il faut que tout le monde agisse maintenant ! » a écrit le chef de l'État, le regard sûrement tourné vers l'Amérique.

Face au déni de Donald Trump, faut-il baisser les bras ? Pas pour Valérie Masson-Delmotte. « Rien n'est impossible quand on construit sur l'intelligence collective », lâche-t-elle en conclusion de la présentation du rapport. Jusqu'à maintenant, on ne peut pas dire que les négociations internationales sur le climat portent le sceau d'une grande intelligence collective. Au contraire des égoïsmes médiocres qui y font leur nid année après année.



La conclusion du rapport du Giec augure des bouleversements aussi majeurs que rapides. Parmi eux, la baisse des rendements agricoles ou l'effondrement de la biodiversité. PHOTO MAX PPP

# e 1,5°C, c'est demain

## Finance et fiscalité : « On peut y arriver »

**JEAN-CHARLES HOURCADE** Impliqué dans la rédaction du rapport du Giec, ce spécialiste de l'analyse économique du changement climatique prône une fiscalité carbone et un fléchage de l'épargne

Directeur de recherche CNRS, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), le Béarnais Jean-Charles Hourcade est également chercheur au Cired, le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement. Spécialiste de l'analyse économique du changement climatique, il a contribué à la rédaction du rapport du Giec.

« **Sud Ouest** » Les experts préconisent une chute brutale de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Quelles conséquences pour le fonctionnement de nos sociétés ?

**Jean-Charles Hourcade** Il faudrait que l'efficacité énergétique soit améliorée dans des proportions très importantes (NDLR : que la quantité d'énergie soit bien moindre pour assurer un service identique, par exemple faire circuler une voiture). Il faudrait aussi une pénétration plus conséquente des énergies non carbonées dans la production d'électricité et de carburants. La transition doit en priorité toucher le secteur de l'énergie, celui des transports et le bâtiment. Ce

n'est évidemment pas aisé. On touche là à l'organisation de la vie et à celle de l'espace. En milieu rural, les gens ont tout simplement besoin de se déplacer !

**Comment enclencher rapidement le mouvement ?**

La masse d'investissements à engager exige une réorientation de l'épargne. Pour réaliser une transition rapide vers un monde « bas carbone », l'augmentation de l'effort d'investissement correspond peu ou prou à 2,5 % de l'épargne mondiale. Autrement dit, si vous gagnez 400 et que vous économisez 100, on en prend 2,5 qu'on alloue différemment. C'est très concret. Si vous êtes en situation de préparer votre retraite, vous achetez moins d'immobilier et vous consacrez une partie de votre épargne à la transition.

**Par quels moyens convaincre les investisseurs ?**

Il faut que les fonds de pension bénéficient d'un environnement stable. Les fonds de pension ont pour vocation de payer les retraites, ils sont à la recherche

d'investissements très sûrs. Les 2,5% d'investissements « bas carbone » doivent donc être « dérisqués ». Et pour cela, les gouvernements peuvent apporter leur garantie aux entreprises et aux particuliers qui hésitent à mettre de l'argent.

**Les subventions aux énergies fossiles sont-elles compatibles avec une baisse aussi considérable des émissions de gaz à effet de serre ?**

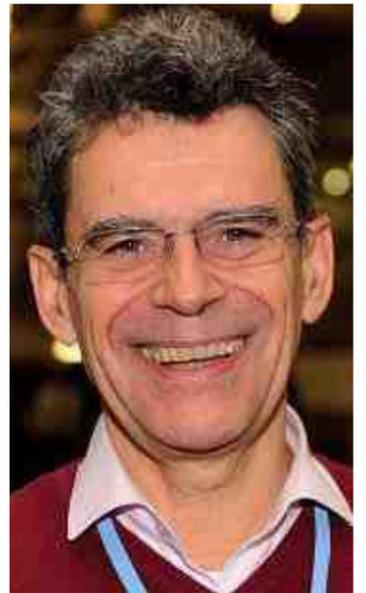
Non, bien entendu. Mais ces subventions aux énergies fossiles s'intègrent dans des contextes locaux et nationaux qu'il est très difficile de bouger. Si vous demandez à l'Inde de cesser de subventionner toute énergie fossile, le pays vous répondra qu'il n'en est pas question. Les capacités de subsistance de sa population pauvre en dépendent. Cette réalité pose la question de l'accompagnement de la transition. Quoi que vous fassiez, il y aura des perdants ! Des gens vont s'appauvrir, d'autres vont perdre leur emploi. Dans quelle mesure les agriculteurs ne vont-ils pas souffrir en Nouvelle-Aquitaine, par exemple ?

**Peut-on faire baisser les émissions de gaz à effet de serre en taxant le carbone ?**

Oui, mais les efforts à accomplir ne seront pas les mêmes si on fixe le réchauffement « acceptable » à 1,5°C ou à 2°C. Si vous mettez un prix de 100 au carbone pour rester sous la barre des 2°C, il faut qu'il soit fixé entre 300 et 400 pour ne pas dépasser 1,5°C. La pente est très raide ! Instituer une fiscalité sur cette échelle au plan mondial permettrait d'utiliser son produit pour baisser les autres impôts. C'est jouable, mais ça nécessite un basculement concomitant de tous les systèmes fiscaux dans le monde. En combinant cette réforme fiscale d'ampleur et la réorientation de l'épargne, on peut encore y arriver.

**Même avec un pays comme les États-Unis qui refuse de participer aux efforts ?**

À vous de conclure, le scientifique que je suis ne peut pas s'avancer. Mais l'homme de bon sens dit qu'on a un problème ! Le mouvement reste possible si un groupe de pays démontre



Jean-Charles Hourcade. PH. CIREC

qu'il peut travailler ensemble à réaliser l'objectif. Mais encore faut-il qu'il couvre un périmètre suffisamment important pour emporter la conviction des autres pays.

**L'Europe ?**

Oui, à condition qu'elle soit unie sur le sujet.

## Le vrai du faux du réchauffement

Les désordres liés à la météo et au climat ne cessent de s'empiler dans la région comme ailleurs. Si le réchauffement climatique a bel et bien démarré, est-il le seul coupable ?

**PLUIES EN SEPTEMBRE** Les précipitations estivales pourraient baisser à l'avenir dans le sud-ouest de la France. Mais les très faibles pluies enregistrées le mois dernier obéissent plutôt à la variabilité naturelle du climat océanique. D'ailleurs, le printemps a été exceptionnellement arrosé.

**CHALEUR ESTIVALE** Les épisodes de canicule ont été pénibles cet été, surtout début août quand les maximales ont dépassé 36°C quatre journées de suite à Bordeaux et dans d'autres points de la région. Là encore, le constat renvoie à la météo du moment et non au climat qui s'infléchit sur le long terme. Il n'en reste pas moins que la fréquence et l'intensité des vagues de chaleur sont croissantes, en cohérence avec le réchauffement d'1,4°C en Nouvelle-Aquitaine depuis 60 ans. L'année 2018 est d'ailleurs bien partie pour être la plus chaude en métropole depuis le début des relevés, au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

**ÉROSION CÔTIÈRE** Non, le recul du trait de côte n'est pas provoqué par le réchauffement climatique actuel. L'érosion est un phénomène naturel qui est largement causée par le tarissement des flux de sédiments. En revanche, aussi bien sur la côte sableuse que sur les falaises basques, elle sera mécaniquement aggravée par l'élévation du niveau marin, dont l'amplitude au cours du siècle reste à déterminer.

**TEMPÊTES** Depuis les coups de boutoir de l'hiver



La canicule a sévi dans la région, cet été. Comme ici à Libourne, le 3 août. PH. F. C. / « SO »

2013-2014, les tempêtes hivernales sont scrutées avec angoisse sur le littoral. Aucune étude ne démontre pourtant que la fréquence et l'intensité des tempêtes dans l'Atlantique Nord augmentent avec le réchauffement. Il ne faut pas extrapoler les conclusions du Giec qui portent sur les régions tropicales, leurs ouragans et leurs cyclones.

**MANQUE D'EAU** Même si le volume annuel des précipitations ne connaît pas d'évolution spectaculaire, la disponibilité de l'eau est de plus en plus problématique dans la région. La consommation d'eau par les plantes augmente. Dans le même temps, le régime des rivières est modifié par la fonte précoce des neiges. Et les à sec estivaux sont plus fréquents. Mais les pénuries obéissent à plusieurs facteurs, à commencer par les prélèvements massifs.

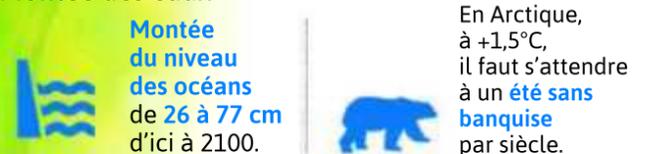
### CLIMAT

LES CONSÉQUENCES D'UN RÉCHAUFFEMENT DE +1,5°C\*

#### Biodiversité



#### Montée des eaux



#### Populations



\* par rapport à la température mondiale avant l'ère industrielle. Sources : rapport du GIEC, OMS.